



HAL
open science

Master Économie et gestion publiques

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Économie et gestion publiques. 2011, Université de Rennes
1. hceres-02041609

HAL Id: hceres-02041609

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02041609>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Evaluation des diplômes Masters – Vague B

ACADÉMIE : RENNES

Etablissement : Université Rennes 1

Demande n° S3MA120000119

Domaine : Droit, économie, gestion

Mention : Economie et gestion publiques

Présentation de la mention

Cette mention de master a pour objectif de préparer de futurs cadres du secteur public et parapublic. Les enseignements assurés relèvent essentiellement des champs de l'économie publique, de l'étude de la fiscalité locale ou encore du calcul économique appliqué au secteur public. La formation mobilise aussi les techniques et les modalités mises en œuvre pour l'évaluation des politiques publiques. Globalement, la mention vise à aborder les questions essentielles que se posent les acteurs et décideurs publics en termes de gouvernance et de performance publique dans un contexte en forte évolution.

Au sein de l'UFR Sciences économiques de l'Université Rennes 1, ce master, articulé sur deux années de formation, permet aux étudiants d'opter pour des spécialisations à vocation professionnelle (« Chargé de développement local » ; « Analyse de projets et développement durable » ; « Administration et services publics franco-tchèques ») ou à vocation dite « indifférenciée » professionnelle et recherche, ouvrant la possibilité d'une poursuite d'études en doctorat (« Conseil en évaluation et analyse financière publique territoriale » ; « Economie publique et finance publique »).

Ce master ouvre, de manière complémentaire, la voie aux métiers de la formation en économie et gestion.

Indicateurs

Effectifs constatés	203
Effectifs attendus	220
Taux de réussite	70 à 80 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	30 %
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	80%
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

Bilan de l'évaluation

- Appréciation globale :

Cette mention vise à former des professionnels de haut niveau, décideurs de politiques publiques œuvrant dans les secteurs publics et parapublics, disposant de compétences en économie publique, en économie de la fiscalité locale, en évaluation des politiques publiques.

La structure de cette formation se présente sous la forme d'une première année (M1) offrant 3 parcours différenciés - « Administration et gestion publiques », « Economie et évaluation publiques », « Administration publique franco-tchèque » - et pour lesquels quelques modules de cours se trouvent mutualisés, et d'une 2^{ème} année (M2) ouverte sur 5 spécialités (plus une spécialisation formation aux métiers de l'enseignement).



En M2, les spécialités « Conseil en évaluation et analyse financière publique territoriale » et « Economie publique et finance publique » ont une orientation professionnalisante et recherche (R et P). Elles se trouvent centrées sur les métiers de l'économie et de la gestion publique, ce qui est aussi le cas de la spécialité professionnalisante « Chargé de développement local ». Une 4^{ème} spécialité porte sur « Analyse de projets et développement durable » dans le contexte du secteur public. Enfin, la spécialité « Administration et services publics franco-tchèque » permet la poursuite du parcours administration publique franco-tchèque proposé en M1.

Cette formation bénéficie des interventions de plusieurs enseignants-chercheurs spécialistes de l'économie publique appartenant à un laboratoire UMR CNRS (Unité mixte de recherche - Centre national de la recherche scientifique) et de professionnels exerçant leurs métiers dans le secteur public. L'un des éléments de différenciation de ce master, au regard d'autres formations existantes, réside dans l'accent mis sur les problématiques de finances publiques locales.

Les stages professionnels ont une durée de 6 semaines au minimum en M1 et sont effectivement plus longs en M2 (3 à 6 mois) ; en M2, ils sont organisés de manière spécifique à chaque spécialité. Une majorité importante des stages de fin d'études se déroulent au sein de collectivités locales et territoriales, ce qui peut traduire la reconnaissance de ces formations par les acteurs des organisations publiques concernées.

En outre, certaines spécialités se présentent comme indifférenciées, c'est-à-dire ouvrant sur des voies professionnelles ou sur des voies de recherche plus académique ; elles comportent alors des modules d'initiation à la recherche et permettent aux étudiants qui le souhaiteraient de poursuivre leurs études en doctorat.

Le recrutement des étudiants est en forte partie régional, mais ouvert aussi à un recrutement national. Il faut noter que l'une des spécialités (« Administration et services publics franco-tchèque ») est à ouverture internationale.

- Points forts :
 - Les parcours identifiables en M1 et la mutualisation de certains modules.
 - Une connexion recherche notable entre des travaux conduits au sein du laboratoire de rattachement par les enseignants-chercheurs et les contenus des enseignements.
 - Le pilotage de la formation adossé à un conseil de perfectionnement et une commission pédagogique.
 - Le double diplôme proposé aux étudiants dans certaines spécialités, ce qui révèle des partenariats actifs avec des universités étrangères.

- Points faibles :
 - Le nombre élevé de spécialités en M2 au regard de l'effectif assez faible constaté en M1.
 - Le manque de lisibilité des différentes spécialités au sein de la mention.
 - Le manque de justification de la pertinence d'une spécialité « Métiers de la formation en économie gestion » au sein d'une mention économie publique.
 - Le manque d'harmonisation des politiques et pratiques d'autoévaluation des formations.

Notation

- Note de la mention (A+, A, B ou C) : B

Recommandations pour l'établissement

Une harmonisation des pratiques d'autoévaluation au sein de la mention pourrait être envisagée, puis l'utilisation de l'autoévaluation pourrait être étendue à l'ensemble des formations. De possibles regroupements entre spécialités ou, à tout le moins, une plus grande mutualisation de modules de cours entre les spécialités de M2 pourraient être envisagés. Par exemple, les unités d'enseignements (UE) de méthodologie ou d'outils de professionnalisation, les outils statistiques et méthodes quantitatives, recouvrent vraisemblablement des objectifs et des contenus proches au sein des deux spécialités indifférenciées.

Les compétences visées par la formation semblent en adéquation avec des besoins actuels en formation et en professionnalisation du secteur public et sans doute aussi, compte tenu de l'évolution actuelle de ce secteur, avec des besoins futurs qu'il conviendrait d'évaluer quantitativement en termes de débouchés et d'emplois futurs, afin de justifier la progression attendue des effectifs. Il conviendrait aussi d'harmoniser les contenus des UE, leur volume horaire notamment, entre les fiches RNCP (fiches de la Commission nationale de la certification professionnelle) et le dossier présenté.

Appréciation par spécialité

Conseil en évaluation et analyse financière publique territoriale

- Indicateurs :

Effectifs constatés	14
Effectifs attendus	NR
Taux de réussite	95 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	90 %
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	90 %

- Appréciation :

Ouverte à la formation continue, cette spécialité vise à former des cadres consultants internes ou externes au secteur public. Elle bénéficie, pour moitié environ, d'enseignements assurés par des professionnels issus de cabinets de consultants ou de directions d'évaluation et d'analyse financière des collectivités et, pour moitié, d'enseignants-chercheurs effectuant des recherches en lien avec les disciplines enseignées. L'ouverture internationale apparaît assez faible ; toutefois elle peut s'expliquer par la spécificité de la formation.

En raison des capacités d'analyse développées au cours de la formation, ces cadres devraient pouvoir aider aux prises de décisions publiques. Il convient de noter que cette spécialité attire, entre autres candidats, des cadres A du secteur public territorial souhaitant compléter ou conforter leur formation et leur expérience professionnelle.

- Points forts :

- Des compétences opérationnelles apportées par la formation qui apparaissent identifiables.
- Une spécialisation qui s'intègre de manière globale dans la mention et ses objectifs généraux, en lien avec les activités de recherche conduites par l'équipe.

- Point faible :

- La liste des UE en M2 ne présente pas de manière explicite de modules d'initiation à la recherche, et laisse très peu entrevoir les possibilités de poursuite d'études en doctorat pour des étudiants qui le souhaiteraient, puisque la filière est identifiée professionnalisante et recherche.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A

Recommandations pour l'établissement

Il serait utile de présenter de manière encore plus précise la politique de formation en alternance pour cette spécialisation. De même, il conviendrait de préciser les modalités d'ouverture à la formation continue de cette spécialité qui s'adresse en partie à des employés et des cadres du secteur public territorial.



Economie publique et finance publique

- Indicateurs :

Effectifs constatés	12
Effectifs attendus	NR
Taux de réussite	95 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

- Appréciation :

Cette spécialité vise à former des professionnels de la prospective, aptes à l'élaboration des politiques publiques de l'Etat, des collectivités territoriales, ou encore des organisations financées sur fonds publics.

Identifiée comme formation à visée professionnalisante et à visée recherche, elle offre aux étudiants 2 unités d'enseignement (UE), de volume important e, au cours de chaque semestre, des conférences et séminaires animés par des professeurs étrangers invités. Outre la diversité des approches professionnelles et théoriques que cela apporte, ces séminaires peuvent être compris, pour les étudiants qui souhaiteraient poursuivre des études en doctorat, comme des modules d'initiation à la recherche et de prise de contact avec des laboratoires de recherche.

Cette spécialité offre la possibilité aux étudiants de réaliser une partie de leur cursus dans une université européenne partenaire, y compris le stage professionnel.

- Points forts :

- L'ouverture internationale et la possibilité de double diplôme.
- La formation en relation avec les thèmes généraux de recherche présentés dans le dossier.
- Le stage à visée académique possible pour les étudiants souhaitant réaliser un mémoire de recherche pour éventuellement poursuivre des études de doctorat.
- L'incitation à la réalisation partielle du cursus dans une université européenne partenaire.

- Point faible :

- La mobilisation importante dans les volumes horaires de professeurs invités, au regard d'un effectif d'étudiants limité dans cette spécialité.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A

Recommandations pour l'établissement

Il pourrait être important de rechercher des possibilités d'augmentation des effectifs d'étudiants inscrits, par exemple, en développant la visibilité de l'aspect professionnalisant de certains modules de cours (cours d'économétrie appliquée par exemple), mais aussi en développant la communication sur les études doctorales possibles à la suite de ce master.



Chargé de développement local

- Indicateurs :

Effectifs constatés	20
Effectifs attendus	20
Taux de réussite	86 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	80 %
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

- Appréciation :

A finalité dominante professionnelle, cette spécialité, reconnue par les acteurs de collectivités territoriales, prépare aux métiers du développement et de l'aménagement au sein des collectivités territoriales ou des institutions en relation avec ces collectivités.

A visée professionnalisante, elle bénéficie d'un stage professionnel long (6 mois), correspondant au dernier semestre de la formation et valorisé par 30 crédits européens (30 ECTS), ce qui est important. Les stages correspondent à des missions proposées par les organismes d'accueil. Cela traduit la reconnaissance de cette spécialité de master par les acteurs des collectivités territoriales, et vraisemblablement des besoins de ces collectivités confrontées à des facteurs de changement importants actuellement.

Cette spécialité est ouverte à la formation continue avec un étalement possible de la formation sur 2 ans.

- Points forts :

- Une complémentarité fructueuse au niveau des enseignements entre intervenants académiques et professionnels extérieurs apparaît, ces derniers assurant une majorité importante des cours.
- Un stage professionnalisant.

- Points faibles :

- Un faible adossement à la recherche.
- Une dimension internationale ou européenne des politiques de développement des collectivités assez faible.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A

Recommandations pour l'établissement

Il s'agit d'une spécialité à visée professionnelle ; toutefois, l'adossement recherche demanderait à être consolidé.

N'existerait-il pas des liens ou des complémentarités mutualisables avec la spécialité « Analyse de projets et développement durable » ?



Analyse de projets et développement durable

- Indicateurs :

Effectifs constatés	22
Effectifs attendus	25
Taux de réussite	100 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	80 %
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

- Appréciation :

Cette formation à finalité professionnelle vise à permettre aux futurs professionnels de réaliser des projets de développement notamment, mais non exclusivement, sur les territoires des pays du sud. Il s'agit aussi de permettre aux étudiants de s'approprier les différentes méthodes d'analyses économique, financière, sociale et environnementale de la conduite et du suivi de projet. Même si l'une des 4 UE du semestre de cours porte sur les méthodes de développement durable, et se trouve quelque peu détaillée dans la fiche RNCP de la spécialité, il est peu aisé de voir en quoi précisément le « concept » de développement durable puis ses modalités pratiques de mise en œuvre impactent l'analyse de projets. Les enseignements se concentrent essentiellement sur l'analyse et la gestion de projets.

Cette formation comporte un stage professionnel long (6 mois), correspondant au dernier semestre de la formation et valorisé par 30 crédits européens (30 ECTS) ce qui est important. En outre, les étudiants sont encouragés à accomplir leur stage à l'étranger.

Cette spécialité est aussi ouverte à la Faculté des Sciences économiques et de gestion de l'Université de Yaoundé (Cameroun). Les étudiants au Cameroun suivent un DESS (Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées) - Analyse et évaluation de projets - qui leur permet d'obtenir parallèlement le master de l'Université Rennes 1.

- Points forts :

- La bonne complémentarité entre académiques et intervenants extérieurs dans la formation.
- La mixité de la formation, formation initiale - formation continue.

- Points faibles :

- L'insertion professionnelle des étudiants en formation initiale apparaît plus délicate.
- L'objectif, la gestion et l'évaluation de projets pouvant concerner les pays du sud, revêt sans doute des critères économiques, géographiques, sociaux, etc., traduisant des attentes et des besoins spécifiques à ces pays, qu'il conviendrait d'explicitier davantage en termes d'intégration dans les contenus des enseignements.
- Le lien qui apparaît ténu dans l'articulation des enseignements entre l'analyse et la gestion de projets et le développement durable, ce dernier témoignant pourtant d'un réel sujet d'actualité notamment, dans les recherches en économie et en management.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : B

Recommandations pour l'établissement

Il conviendrait d'étudier les possibilités de renforcement de l'adossement à la recherche en économie de l'environnement, et à l'actualité en termes de management du développement durable et de gestion de projets. Il serait appréciable d'étoffer les informations apportées sur le contenu et les modalités de la formation délocalisée à Yaoundé, visiblement toujours sous la forme d'un DESS, et qui permet d'obtenir le master de l'université de Rennes 1.



Administration et services publics franco-tchèques

- Indicateurs :

Effectifs constatés	45
Effectifs attendus	20 à 25/an
Taux de réussite	100 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

- Appréciation :

Cette formation francophone ouverte aux étudiants bilingues (français et tchèque) et maîtrisant l'anglais, articulée sur deux années (M1 et M2), bénéficie de l'intervention d'académiques et de professionnels français et tchèques ; elle vise à former des cadres du secteur public pour la République Tchèque, la Slovaquie, les pays francophones et les institutions européennes. Il s'agit d'un double diplôme entre l'Université Rennes 1 et l'Université de Masaryk Brno (République Tchèque) représentant la délivrance d'un double master français et tchèque d'administration publique.

L'année de M1 comporte 13 unités d'enseignement réparties sur deux semestres dont un stage d'un mois qui se déroule dans une institution tchèque ; le stage donne lieu à la rédaction et à la soutenance d'un rapport en tchèque et en français.

En M2, la formation est structurée sur 2 semestres de cours comportant chacun 5 unités d'enseignement. En fin de 2^{ème} année, un stage de 3 mois (labellisé Leonardo) se déroule au sein d'une institution ou entreprise française, stage qui donne lieu à la soutenance d'un mémoire.

L'enseignement est assuré autant par des enseignants français (universitaires et professionnels) que par des enseignants de l'Université de Masaryk Brno.

- Point fort :

- La bonne insertion professionnelle des diplômés qui sont pratiquement tous des étudiants étrangers.

- Points faibles :

- Une connexion avec la recherche qui apparaît assez faible.
- L'orientation de la formation l'inscrit dans une perspective de management public ; toutefois, les enseignements dans ce domaine apparaissent en nombre trop limité.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : B

Recommandation pour l'établissement

Il conviendrait d'expliciter les modalités de coordination entre les équipes pédagogiques françaises et tchèques.



Métiers de la formation en économie et gestion

Cette spécialité sera évaluée *a posteriori*.